

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 05/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Chemin départemental 54
BP 14
13130 Berre-L'étang

Références : NN/JPP-D-1332-2024

SPR/1229/2024

Code AIOT : 0006410871

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 21/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Conformément aux articles L. 515-32 et R. 515-86 I du code de l'environnement, l'établissement LBSF Utilités UCB a déclaré à l'administration le résultat du recensement des substances et mélanges dangereux. La déclaration de l'année 2024 porte sur le recensement effectué au 31 décembre 2023. L'objectif de la visite d'inspection du 29/08/2029 est de vérifier l'exhaustivité des rubriques ICPE retenues, la cohérence des quantités maximales de produits recensés et la conformité du calcul des garanties financières SEVESO remis par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS

- Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006410871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Rubriques de la nomenclature des ICPE | Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 1.2.1 | Sans objet |
| 2 | Garanties financières SEVESO | Code de l'environnement du 29/08/2024, article R516-1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 29/08/2024 relève la nécessité de proposer à Monsieur de Préfet un arrêté préfectoral complémentaire afin d'acter le statut SEVESO Seuil Haut de l'établissement LBSF Utilités, de mettre à jour la liste des installations relevant d'une rubrique ICPE et de fixer le montant des garanties financières SEVESO.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques de la nomenclature des ICPE

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 1.2.1 | | | | | | |
|---|--------|--------------|--|------------------------------------|-----------------------|-----------------|
| Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour suite à la déclaration SEVESO 3 | | | | | | |
| Prescription contrôlée : | | | | | | |
| Rubrique | Alinéa | AS, A, D, NC | Libellée de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Volume autorisé |
| 1131 | 1131-2 | D | Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) 2- Substances et préparations liquides | U140 | Quantité présente | 3 t |
| 1172 | 1172-A | D | Dangereux pour l'environnement (A), très toxiques pour organismes aquatiques (Stockage et emploi de substances et préparations)_ | U121 – U122 - U124 et U100 (javel) | Quantité présente | 94 t |

| | | | | | | |
|------|---------|----|---|--|-----------------------------|------------|
| 1173 | 1173-B | NC | Dangereux pour l'environnement (B), toxiques pour organismes aquatiques (Stockage et emploi de substances et préparations) | | Quantité présente | 5 t |
| 1432 | 1432-2a | A | Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufactures de) 2- Capacité équivalente | T5915, T171-01/02/03 | Quantité stockée | 1000 m3 |
| 1611 | 1611-2 | D | Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, phosphorique, sulfurique à plus de 25 %, (emploi ou stockage de) | T5904, T5905, V121-02, V124-02, V131-21, T5910 | Quantité présente | 234 t |
| 2750 | | A | Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation | U59 | x | Sans seuil |
| 2910 | 2910-B | A | Installation de combustion B- Produit non commerciaux | F143/145 | Puissance thermique | 288 MW |
| 2920 | 2920-2 | A | Installation de compression ou de réfrigération fonctionnant à des pressions effectives > 10 ⁵ Pa | U198 | Puissance absorbée | 2810 kW |
| 2921 | 2921-1a | A | Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air 1- Lorsque l'installation n'est pas du type "circuit primaire fermé" | U121-U122-U124 | Puissance thermique évacuée | 294 464 kW |
| 3110 | | A | Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieur à 50 MW | | | |
| 3710 | | A | Traitement des eaux résiduaires dans les installations autonomes relevant des rubriques 2750 ou 2751 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V | | | |

En application de l'article Article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique n° 3710.

Le BREF associé est le CWW, systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique.

Constats :

Le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifie la nomenclature des ICPE. Les rubriques de la série 4000 de la nomenclature permettent de définir les seuils "Seveso haut" et "Seveso bas" prévus par la directive SEVESO 3.

Suite à ces modifications de la réglementation des ICPE, la société LBSF a recensé les substances et mélanges dangereux sur la base de la classification CLP de manière à déterminer le classement ICPE et le statut SEVESO de son site.

Ainsi, les modifications introduites par le décret n° 2014-285 suppriment les rubriques suivantes pour lesquelles le site était classé : 1131, 1172, 1173, 1432, 1611, 2920.

L'exploitant a présenté la liste des installations des Utilités LBSF concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE ainsi que les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur site.

Les substances stockées sur le site le soumettent aux nouvelles rubriques suivantes :

- 4510 pour le GOC. La quantité maximale susceptible être présente dépassent le seuil SEVESO Seuil Haut,
- 4734 pour le FOD,
- 4741.2 pour les stockages de javel. La quantité maximale susceptible être présente dépassent le seuil Déclaration,

L'établissement est donc SEVESO Seuil Haut par dépassement direct en application du point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral sera proposé à Monsieur le Préfet pour actualiser le statut administratif du site ainsi que la liste des installations concernées par une rubrique ICPE.

L'inspection a rappelé à l'exploitant les éléments suivants :

- les capacités contenant du FOD susceptible de recevoir du GOC notamment en période des grands arrêts doivent être classés à la fois dans la rubrique 4734 (en cas de FOD) et dans la rubrique 4510 (en cas de GOC).
- outre les rubriques 4510 et 4734, le GOC et le FOD doivent également être classés à la rubrique 1436 car il s'agit de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C.

L'exploitant confirme que :

- le site n'est pas concerné par la rubrique 1185 2.a Gaz à effet de serre fluorés car la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure au seuil de déclaration de 300kg ;
- la station de traitement Biologie U59 ne reçoit pas d'effluents industriels acheminés avec rupture de charge (envoi par camion à l'extérieur du site) ;
- les quantités maximales déclarées pour les bacs de stockages ou capacités correspondent à leur volume maximal ;
- le POI du Pôle Pétrochimique de Berre prend déjà en compte les installations de LBSF Utilités. Des exercices sont réalisés annuellement comme sur les autres établissements SEVESO Seuil Haut du Pôle Pétrochimique.

La visite du site a permis de constater la cohérence entre les quantités présentes sur le site et les quantités déclarées dans l'application SEVESO pour les produits suivants : bouteilles de gaz propane, hydrate d'hydrazine et produit de traitement TAR 3DT199.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières SEVESO

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/08/2024, article R516-1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Calcul du montant des garanties financières |
| Prescription contrôlée : Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : [...] 3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 (c'est-à-dire les SEVESO seuil haut) ; [...] |
| Constats : Le Code de l'environnement (articles L.516-1 et L.516-2 et articles R.516-1 à R.516-6 fixe l'obligation de constituer des garanties financières. Cette obligation, déjà applicable notamment aux installations de stockage de déchets, aux carrières et aux installations soumises à la directive SEVESO « seuil haut », a été étendue par le décret n° 2012-633 du 3 mai 2012. Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 modifié par l'arrêté du 12/02/2015 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, la société LBSF est concernée par la rubrique suivante : 4510 et 4734. Par courriel du 23/08/2024, la société LBSF a fourni un calcul du montant des garanties financières applicables. Lors de la visite du 29/08/2024, l'Inspection a fait part à l'exploitant la nécessité de réviser le montant en prenant en compte le taux de TVA applicable en 2024. Cette révision a été transmise le jour même à la suite de la visite. En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'environnement, l'Inspection proposera également à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône un arrêté complémentaire fixant le montant des garanties financières. |
| Type de suites proposées : Sans suite |